



Vendredi 5 décembre 2008

Communiqué de presse du Président du Conseil régional de Bretagne, Jean-Yves LE DRIAN

Le Président de la République a annoncé hier un « plan de relance de l'économie », qu'il chiffre à 26 milliards € de dépenses publiques visant à soutenir l'activité et l'emploi en France.

Une analyse fine montre que les financements annoncés sont lourdement gagés sur le respect des engagements signés antérieurement par l'Etat, notamment le contrat de projet Etat-Région, ou sur le paiement de dettes de ce dernier aux collectivités.

La Région Bretagne avait intégré dans son budget 2009 les moyens financiers nécessaires pour répondre aux promesses de l'Etat. La Région est donc prête. La Bretagne dit au Président de la République et au gouvernement « Chiche » !

- Chiche pour que les opérations prévues au Contrat de plan 2000-2006 sur la RN 164 soient enfin engagées et que les travaux suspendus (Pleyben ouest-La garenne, St Caradec, Gouarec-St Gelven), faute de crédits d'Etat reprennent instamment. C'est une question d'égalité territoriale.
- Chiche pour l'accélération des suppressions des passages à niveau sur les axes Rennes-Brest et Rennes-Quimper par la mise en place des autorisations d'engagement nécessaires par l'Etat afin de gagner du temps sur le calendrier prévu en 2014 pour relier Brest et Quimper à Paris en 3h. C'est une question d'attractivité majeure pour la Bretagne.
- Chiche toujours, pour que les procédures visant à lancer le projet BGV sur la partie Connéré-Rennes soient accélérées et que les crédits d'Etat nécessaires pour les réserves foncières soient enfin disponibles. C'est un respect par rapport aux engagements pris par l'Etat pour lancer les travaux dès 2010.
- Chiche pour que le gouvernement respecte ses engagements sur le contrat de projet Enseignement supérieur-Recherche dès 2009 et confirme par ailleurs ses propositions sur Campus numérique. C'est une question de confiance dans l'avenir.
- Chiche enfin que le gouvernement adresse le décret au Conseil d'Etat visant à la création de l'EPF pour permettre aux collectivités bretonnes d'engager des programmes de logements sociaux. C'est une question de solidarité.

La relance de l'économie nationale ne peut se permettre des promesses sans lendemain. Les projets bretons sont là. Au gouvernement d'agir !